

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 24 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Quelle France, non !!
- 2) Bravo Bartolone...
- 3) Incarnation ou pas ?
- 4) Une start up
- 5) Les tensions socialos...
- 6) « Qu'ils se taisent »
- 7) La diabolotie



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Aubry séduit les sympathisants de gauche, pas les Français
Roms : la gauche face à ses contradictions**



Martine Aubry. (BAZIZ CHIBANE/SIPA)

La maire de Lille continue d'apparaître comme une personnalité clivante : très appréciée par les sympathisants de gauche, elle demeure très impopulaire à droite.

Une majorité des sympathisants de gauche (58% contre 36%) pense que, au pouvoir, Martine Aubry ferait mieux que François Hollande mais les Français sont, eux, beaucoup plus nuancés (47% pensent qu'elle ferait mieux, 46% moins bien), selon un sondage de BVA pour "20 minutes" publié mardi 21 octobre.

Très impopulaire à droite, "Martine Aubry reste très appréciée par les sympathisants de gauche : 76% d'entre eux en ont une bonne opinion et 73% considèrent que son retour sur la scène politique nationale est une bonne chose", selon cette étude commentée par Eric Bonnet, directeur des études politiques de BVA.

Si l'on prend l'ensemble des Français, Martine Aubry continue d'apparaître impopulaire (59% de mauvaises opinions contre 40% de bonnes) et 57% considèrent son retour sur la scène politique nationale comme une mauvaise chose.

55% de l'électorat de gauche pense qu'elle ferait mieux que Manuel Valls et 66% (contre 29%) préféreraient que ce soit elle, plutôt que François Hollande, la candidate PS à la présidentielle de 2017.

55% estiment que Martine Aubry critique le gouvernement " juste comme il faut " (27% trouvent qu'elle critique "trop", 17% "pas assez"), et 60% se sentent plus proches de ses idées que de celles du ministre de l'Économie Emmanuel Macron (29% d'avis opposés).

Les résultats sont inverses pour l'ensemble des Français : 61% (contre 34%) pensent qu'elle ferait moins bien que Manuel Valls à Matignon et 45% se sentent plus proches de Emmanuel Macron que des siennes (29%)

A gauche, l'approbation est moins nette si on ne considère que les seuls sympathisants du PS. Certes, ils sont 73% à avoir une très bonne opinion de Martine Aubry et 68% à estimer que son retour sur la scène politique nationale est une bonne chose.

Mais ils sont très partagés sur le point de savoir si la maire de Lille ferait mieux que François Hollande (48%, contre 45%). Il est vrai qu'ils sont presque aussi nombreux à se sentir plus proches des idées de Emmanuel Macron (44%) que de celles de Martine Aubry (47%). Une majorité de 53% trouve qu'elle critique le gouvernement " juste comme il faut ", mais ils sont 40% à considérer qu'elle le critique trop. "Tout le défi pour Martine Aubry est de réussir à porter un discours alternatif à gauche, sans pour autant paraître diviser son camp", résume Eric Bonnet.

Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de 18 ans au moins et constitué de 1.249 Français recrutés par téléphone et interrogés par internet les 20 et 21 octobre.

tempsreel.nouvelobs.com

II) Bartolone invite Valls à se concentrer sur son travail de Premier ministre



Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, le 18 février.
(Photo Eric Feferberg.AFP)

L'idée avancée par Manuel Valls de changer le nom du PS «est une faute», estime le président de l'Assemblée nationale.

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, a tancé jeudi Manuel Valls sur l'idée de changer le nom de leur parti commun, tout en appelant au compromis et à l'arrêt des hostilités entre socialistes. Sur RTL, quelque minutes avant une intervention du Premier ministre sur BFMTV-RMC, l'élu de Seine-Saint-Denis – qui avait soutenu Martine Aubry à la primaire de gauche de

2011 – a vu «une faute» dans ce projet de nouveau nom, évoqué par Valls dans un entretien à L'Obs.

«L'idée même de changer le nom, [le Premier ministre] l'a portée au sein du Parti socialiste. Et je lui dis : "cher Manuel, c'est une faute. Pour le moment, concentre-toi sur ton travail de Premier ministre, réponds aux attentes des Français en termes de sécurité, d'emploi, de transition énergétique, et laisse ce débat aux militants socialistes qui auront à discuter de tout cela au moment du prochain congrès." [...] C'est une rengaine et je pense que ce n'est pas le meilleur moment pour pousser cette chansonnette.»

Manuel Valls a proposé, dans cet entretien à L'Obs, de créer une «maison commune» des «progressistes» sous la forme d'un parti ou d'une alliance.

Pas de «frondeurs», «que des députés socialistes»

Auparavant, sur son blog, dans une tribune intitulée «Maintenant, ça suffit», Claude Bartolone avait plaidé pour une trêve dans les bagarres entre socialistes, qui ont fait rage mercredi en renvoyant dos à dos contestataires et les soutiens de l'exécutif, sans épargner le chef de gouvernement. «Ici, nous serions des passéistes, sommés de changer le nom du Parti socialiste – quelle étrange idée. Là, notre politique menacerait la République – rien de moins», écrit-il en allusion aux formules employées la veille par le Premier ministre et par le député et ex-ministre Benoît Hamon. «Je n'établis pas d'échelle de Richter entre les mots qui blessent la gauche. Il est simplement temps de dire stop», écrit Bartolone. «Ça suffit, d'amplifier artificiellement nos différences», clame-t-il. «J'ai beau retourner les propositions des uns et des autres dans tous les sens, nous sommes d'accord sur l'essentiel. Je mets au défi quiconque de me convaincre qu'il y a un schisme entre nous.»

«Ça suffit, ces délits de faciès et ce procès lancinant en "social-traîtrise" lorsque nous menons la politique qui doit être conduite dans l'intérêt du pays. Vous trouvez que nos 50 milliards d'économies – indispensables – sont de droite ? Essayez donc les 120 milliards de l'UMP, vous verrez...», écrit le responsable en défense de

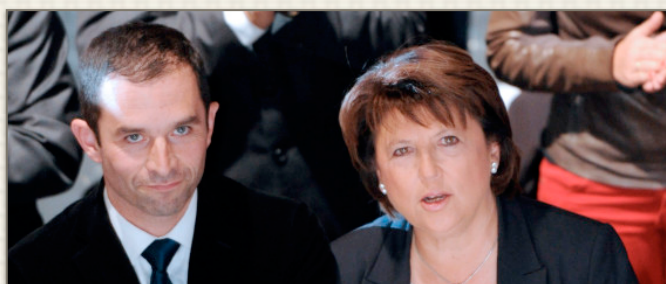
Mais «ça suffit, ce petit jeu des soi-disant modernes contre les soi-disant archaïques. Je ne connais d'ailleurs pas de discours plus daté que celui qui se prévaut du talisman de la modernité»,

poursuit-il en défense des parlementaires critiques. «Ça suffit, de stigmatiser les frondeurs. Et puis ça suffit, de les nommer comme cela. Au groupe socialiste de l'Assemblée nationale, je ne connais que des députés socialistes qui défendent des propositions politiques».

liberation.fr-AFP

III) Parti socialiste : Aubry ou Hamon, l'impossible incarnation des frondeurs

Le HuffPost | Par Geoffroy Clavel



Hamon ou Aubry, aucun leader ne se détache pour prendre la tête de la fronde au Parti socialiste | AFP

Entre une majorité chancelante à l'Assemblée nationale, les menaces d'exclusion qui volent par médias interposés et un bureau politique au bord de la crise de nerfs, rien ne va plus au PS. Des tensions qui ne devraient pas s'apaiser tant que l'abcès de la ligne politique de l'exécutif, contestée par une frange croissante de l'appareil, n'aura pas été percé par un congrès dont on attend encore la date.

Problème: aucun leader ne se dégage encore pour prendre la tête de la fronde qui pourrait le climat rue de Solférino. Deux personnalités emblématiques semblent certes en mesure d'incarner l'alternance socialiste que les députés rebelles appellent de leurs vœux: d'une part, la maire de Lille, Martine Aubry, qui fait un retour remarqué après deux années et demi de retraite médiatique; de l'autre Benoît Hamon, un des chefs de file de l'aile gauche du PS enfin libéré de son devoir de solidarité ministérielle après sa participation aux gouvernements Ayrault et Valls I.

Pour l'emporter face à la ligne ultra-réformiste de Manuel Valls, les deux anciens alliés du congrès de Reims devront à nouveau faire cause commune pour tenter de fédérer tous les mécontents du Parti socialiste. Voici cinq raisons pour lesquelles c'est encore loin d'être gagné.

LE TROUBLE JEU DE MARTINE AUBRY

De l'avis de tous, Martine Aubry est la personnalité la mieux capée pour tenter de renverser la table au prochain congrès du PS. Ancienne première secrétaire, ministre emblématique des 35 heures, populaire chez les partenaires d'Europe-Ecologie et du Front de Gauche et soutenue par d'influents lieutenants à l'Assemblée, la maire de Lille a le CV idéal pour s'opposer et s'imposer à François Hollande. D'autant qu'elle ne porte ni le président de la République ni Manuel Valls dans son cœur.

Mais à l'image de son entrée tardive dans la primaire socialiste perdue en 2011, la fille de Jacques Delors hésite à assumer son leadership sur l'alternative à gauche. "Je ne souhaite pas être un recours", assure-t-elle tout en voulant peser sur les débats internes du parti. Un trouble jeu qui donne le tournis aux cadres de l'aile gauche du PS, où personne ne sait réellement ce à quoi aspire la maire de Lille.

Malgré ses critiques au lance-flamme, la prudence de Martine Aubry désarçonne: "Je me suis toujours battue à l'intérieur et je ne me suis jamais battu à l'extérieur. Etre utile, ne pas gêner, c'est cela que je souhaite". Tout le contraire d'un Benoît Hamon et des courants de l'aile gauche visiblement prêts à en découdre.

LE PÉCHÉ ORIGINEL DE BENOÎT HAMON

Face aux attermoissements de la maire de Lille, Benoît Hamon a un coup à jouer. C'est ce qu'il a fait ce mercredi en s'abstenant ostensiblement sur le vote du budget (dont il était pourtant en partie solidaire) puis en menant une offensive musclée contre le gouvernement Valls, qu'il accuse désormais de "menacer la République". Lui aussi a un sérieux pedigree pour prétendre au leadership de la gauche du parti. Lancé au congrès de Reims, son courant "Un monde d'avance", arrivé troisième, pèse encore au Parti socialiste ainsi qu'à l'Assemblée nationale tandis que son passage au gouvernement a accru sa visibilité médiatique.

Problème: son pas de deux entre solidarité

gouvernementale et rébellion ouverte à l'Assemblée nationale lui a valu une volée de bois vert de la part de ses anciens collègues. Plus grave, une partie de ses amis, qui avait refusé de se rallier à la motion majoritaire Ayrault-Aubry au congrès de Toulouse, a depuis pris ses distances au sein du courant "Maintenant la gauche". Et certains lui reprochent encore d'avoir bradé sa liberté d'expression contre un portefeuille ministériel. Un péché originel dont le député des Yvelines va devoir se défaire en continuant à hausser le ton contre l'exécutif, au risque de se marginaliser.

UNE INCONNUE NOMMÉE MONTEBOURG

Face à ces deux ténors, le flamboyant ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg semble distancé. Peu de troupes à l'Assemblée nationale (lui-même n'y est plus élu), pas de courant au sein du Parti socialiste... L'ex-homme fort de Bercy ne dispose plus désormais que de son statut de troisième homme de la primaire 2011 et de ses talents d'orateur pour peser à gauche.

Le veut-il vraiment? Ses deux proches, Arnaud Leroy et Patrice Prat, ne sont pas les frondeurs les plus acharnés ni les plus en vue. Et Montebourg continue à respecter une discrétion à toute épreuve. En attendent de sceller une alliance pour 2017?

DES FRONDEURS PLUS DIVISÉS QU'ILS EN ONT L'AIR

La difficulté des députés réfractaires à se trouver une tête d'affiche révèle le caractère hétéroclite de l'alliance politique des frondeurs. Hormis leur opposition à la ligne sociale-libérale qu'il dénonce chez le premier ministre, les aubrystes, les amis et ex-amis de Benoît Hamon et les quelques partisans d'Arnaud Montebourg n'ont pas (encore) été capables de se trouver une maison commune.

Certes, la plupart ont adhéré au collectif "Vive la Gauche" lancé lors de l'université d'été de La Rochelle fin août. Mais depuis plus de nouvelles, hormis une rentrée politique en ordre dispersé. Histoire de rendre leur stratégie plus illisible encore, tous les parlementaires rebelles ne votent pas d'une seule voix et beaucoup contestent le terme même de "frondeurs".

Le vote des frondeurs PS à l'Assemblée

Votes pour au PS Abstentions et votes contre au PS
Volet recettes du budget 2015
246
264
Traité budgétaire européen
277
Vote de confiance Valls I
246
Pacte de stabilité budgétaire
255
Budget rectificatif de la Sécurité
257
Vote de confiance Valls II
246
Volet recettes du budget 2015
Created with Datawrapper
Source: Le HuffPost Get the data

UN PROGRAMME COMMUN INTROUVABLE

C'est le dernier point de discorde à gauche de la gauche. S'ils sont d'accord pour pourfendre le pacte de responsabilité et la politique de réduction des déficits imposés au forceps par Manuel Valls, les frondeurs sont loin de porter le même diagnostic sur le programme qu'il faudrait pour redresser la situation de la France. La ligne idéologique des frondeurs est loin d'être homogène, certaines des chapelles citées plus haut sont d'ailleurs davantage construites sur des noms que sur des idées.

Relance de l'emploi aidé tout en réduisant les déficits pour Martine Aubry, choc d'investissement écologique pour l'ancienne ministre Delphine Batho, VI^e République pour Arnaud Montebourg, augmentation du Smic et des minima sociaux pour Maintenant la Gauche... Tout cela ne fait pas forcément un programme commun et les discussions programmatiques n'ont même pas commencé. Faute de mieux, les contributions lors du congrès socialiste de 2015 seront une ultime occasion pour chacun de se compter. Au risque de se présenter en ordre dispersé face au bloc solidaire de la majorité gouvernementale.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Manuel Valls. « Ce qui m'intéresse, c'est l'efficacité »



Manuel Valls a estimé jeudi que Nicolas Sarkozy, qui brigue la présidence de l'UMP, avait repris "les accents" de sa campagne présidentielle de 2012. | AFP

Manuel Valls a rappelé jeudi être "socialiste", même s'il juge que ces étiquettes n'"intéressent personne". Ce qui l'intéresse, "c'est l'efficacité".

Interrogé sur les contestataires de son camp, le Premier ministre a appelé à se demander s'il y avait « une politique alternative à ce que nous faisons ». « Oui, il y en a, il y a ce que propose l'extrême droite: sortir de l'Europe, accuser les immigrés ou les musulmans d'être responsables de tous les problèmes », a-t-il enchaîné.

http://www.dailymotion.com/video/x28gylo_manuel-valls-sur-les-divergences-au-ps-il-faut-reflechir-a-construire-une-maison-commune_news

« Il y a une alternative, c'est celle que propose Nicolas Sarkozy qui reprend les accents de la campagne de 2012 inspirée de M. (Patrick) Buisson et au fond d'une France qui n'accepte pas la réalité et la nécessaire justice sociale ».

Un peu plus tard, M. Valls a évoqué les électeurs du centriste François Bayrou « qui ne se reconnaissent pas dans Nicolas Sarkozy, dans une manière de faire de la politique qui ne respectait pas les institutions, qui ne respectait pas les Français, qui jetait les Français les uns contre les autres ».

« Parce que nous gouvernons, il faut changer »

« Parce que nous gouvernons, c'est difficile de changer, je pense au Parti socialiste, je pense à la gauche, mais en même temps parce que nous gouvernons, il faut changer », a dit le Premier ministre sur BFMTV et RMC, au lendemain de son interview dans l'Obs où il affirme vouloir « en

finir avec la gauche passéiste ».

« Moi, je ne veux pas attendre que la gauche et le PS changent dans l'opposition. C'est quand nous exerçons le pouvoir que nous devons tirer les leçons de cet exercice du pouvoir », a insisté jeudi M. Valls.

[http://www.dailymotion.com/video/x28gybm_manuel-valls-
parce-que-nous-gouvernons-il-faut-changer_news](http://www.dailymotion.com/video/x28gybm_manuel-valls-
parce-que-nous-gouvernons-il-faut-changer_news)

« **Ce qui m'intéresse, c'est l'efficacité** »

« Je suis socialiste, je suis membre du Parti socialiste depuis 1980, depuis l'âge de 18 ans, c'est mon engagement politique (...) je me disais déjà jeune social-démocrate », a-t-il argumenté. Mais pour lui, cette question « n'a aucun intérêt », « ce sont des débats, des étiquettes qui n'intéressent personne », « ce qui m'intéresse, c'est l'efficacité ».

Un peu plus tôt, le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, l'avait tancé: « L'idée même de changer le nom, (le Premier ministre) l'a portée au sein du Parti socialiste. Et je lui dis: cher Manuel, c'est une faute. Pour le moment, concentre-toi sur ton travail de Premier ministre ».

ouest-france.fr

MAIS AUSSI

Valls n'écarte pas l'idée de "changer le nom" du PS



Manuel Valls, le 11 octobre 2014. - © Guillaume Souvant - AFP

"En finir avec la gauche passéiste" pour ne pas finir comme ses détracteurs qui lui apparaissent "dépassés". Tel est l'objectif que

Valls dans une interview à l'Obs. Un entretien qui est aussi une réponse à ses détracteurs, au premier rang desquels, Martine Aubry.

C'est une interview qui promet de faire réagir nombre de personnalités de la gauche française. Le Premier ministre, Manuel Valls, appelle à "en finir avec la gauche passéiste", dans des extraits d'un entretien à l'Obs (ex-Nouvel Observateur) publiés mercredi.

Manuel Valls répond aussi directement à l'appel de Martine Aubry à "réorienter" la politique du gouvernement, qui serait, selon lui, "un retour en

Une gauche "pragmatique" et "réformiste"

"Il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus", déclare le chef du gouvernement dans cet entretien partiellement publié sur le site de l'Obs.

"Parce que l'idéologie a conduit à des désastres", le chef du gouvernement y défend une gauche "pragmatique, réformiste et républicaine", mais "qui garde un idéal: l'émancipation de chacun".

Quand on lui fait remarquer qu'il n'utilise pas le qualificatif "socialiste" pour définir cette gauche, Manuel Valls insiste: "Je le répète: pragmatique, réformiste et républicaine".

Changer le nom du parti? "Pourquoi pas"

Une gauche plus large que le seul Parti socialiste, donc. Car Manuel Valls propose également de "bâtir une maison commune" de "toutes les forces progressistes", sous la forme d'une fédération ou d'un parti commun, face à la "menace d'une droite dure et d'une extrême droite qui progresse".

Sur la question d'un changement de nom du parti, idée qu'il avait déjà portée en 2007 et en 2011 et qui avait suscité d'importants remous, l'actuel Premier ministre avance un "pourquoi pas". "Mais ce changement (de nom) ne peut être que l'aboutissement d'un processus", juge le chef du gouvernement, qui défend, dans cet entretien réalisé samedi, une gauche "pragmatique, réformiste et républicaine" sans inclure le qualificatif "socialiste".

"Depuis la refondation du PS au congrès d'Épinay de 1971, la gauche réinvente le monde dans l'opposition, puis elle gouverne de façon pragmatique, mais comme elle ne l'assume pas, elle perd les élections", critique Manuel Valls.

A Aubry: "Le débat est utile, mais il y a la responsabilité"

Alors que le Premier ministre reprend l'avertissement lancé cet été que "la gauche, oui, peut mourir" si "elle ne se réinvente pas", il répond à ceux qui l'accusent d'en être "l'assassin". "Quand la gauche se recroqueville sur le passé, sur les totems, elle cesse d'être fidèle à l'idéal du progrès et donc à elle-même", objecte Manuel Valls.

Quant à ceux qui l'accusent de "trahir" la gauche: "Moi, j'évite l'insulte, la caricature, mais je pense, oui, qu'ils sont dépassés", réplique le Premier ministre. "La gauche qui renonce à réformer, qui choisit de défendre les solutions d'hier plutôt que de résoudre les problèmes d'aujourd'hui, cette gauche-là se trompe de combat. Ce que je reproche à la démarche de Jean-Luc Mélenchon, c'est son manque d'imagination. Aux autres, je demande si laisser filer les déficits et augmenter les impôts, c'est une nouveauté? Non. C'est ce qui a été fait systématiquement depuis 40 ans et cela n'a pas marché!" plaide-t-il.

Concernant Martine Aubry, elle "participe au débat d'idées. Je ne partage pas sa proposition consistant à revenir en arrière et donc à perdre tous les fruits de nos efforts et ce alors même que les choix que nous avons faits viennent de se mettre en place. Le débat, c'est utile, mais il y a aussi la responsabilité, l'unité et le devoir de cohésion", déclare Manuel Valls.

bfmtv.com- par D. N. avec AFP

V) Derrière les tensions entre socialistes, la bataille du congrès

mediapart.fr-Par Stéphane Allières

Alors que les implorations à changer de cap se heurtent toujours aux mêmes fins de non-recevoir de la part de l'exécutif, et que la fronde marque le pas à l'assemblée, les socialistes critiques de la politique gouvernementale n'ont en réalité plus que le congrès pour faire entendre leurs voix. Même si celui-ci pourrait avoir lieu dans plus d'un an. Voyage au pays de l'incertitude.

L'ambiance n'est pas près de se calmer, dans les rangs socialistes. Après de nouvelles invectives et appels à quitter le PS, au lendemain d'un vote du budget marquant l'élargissement de la critique interne aux ministres écartés du gouvernement Valls (lire ici), les fractures récurrentes laissent entrevoir l'enjeu caché qui occupe les têtes militantes, élues et dirigeantes du parti, et qui expliquent les tensions et les démarcations en cours : le futur congrès.



Jean-Christophe Cambadélis et Manuel Valls, à La Rochelle, 31 août 2014 © Reuters

« Il ne faut pas se leurrer, c'est le seul moment et le seul lieu où il sera possible de s'affranchir, confie un député qui a voté le budget malgré son opposition à la politique gouvernementale. Plus grand monde n'a envie d'un énième combat budgétaire, perdu d'avance. Mieux vaut mener le combat, même dans un cadre pourri, et avoir une chance d'inverser le cours des choses, que ne plus avoir de chances du tout. » Conscients de la fragilité de leur mobilisation parlementaire, qui se contraint à l'abstention pour ne pas faire tomber un gouvernement qu'ils critiquent pourtant sans cesse, les socialistes contestataires voient combien l'expression publique de leurs désaccords se heurtent toujours aux mêmes fins de non-recevoir de la part de l'exécutif.

Qu'elles émanent de députés, d'anciens ministres, de courants de l'aile gauche ou de Martine Aubry, les implorations à gauchir un peu le socialisme de l'offre restent lettre morte. Quant aux tentatives de construction d'une alternative à gauche, malgré de régulières tribunes communes et autres débats unitaires, elles semblent mises en sourdine à moyen terme. La réalité électorale des résultats des européennes (où Front de gauche et EELV n'ont pas profité de l'effondrement du PS), comme la préparation des échéances

départementales et régionales à venir (en mars et en décembre 2015), avec son lot de négociations locales tortueuses pour constituer les listes de candidats, semblent s'être imposées aux socialistes les plus réticents.

Alors, pour beaucoup, c'est au futur congrès du parti socialiste que doivent se confronter leurs efforts en vue d'obtenir un changement de cap, resté illusoire jusqu'ici. Et si les tensions s'exacerbent à chaque fois un peu plus entre tenants du socialisme ou de la social-démocratie historique, et partisans d'une modernisation et d'un recentrage du parti, c'est aussi en raison de cette sourde bataille qui ne dit pas son nom, de ces vides organisationnels et partidaires, dont essaie de profiter chacun des protagonistes de l'actuelle gauche au pouvoir.

Mais envisager ce congrès, c'est comme entrer au royaume des supputations stratégiques et des hypothèses incertaines. Car à l'heure actuelle, ni la date de l'événement, ni l'état des effectifs militants, ni le positionnement de la direction actuelle, ni les forces concurrentes en présence ne sont connus, ce qui contribue au flou général entourant l'avenir du parti et de sa doctrine.

Revue de détail d'une équation à multiples inconnues, pourtant décisive pour l'avenir de la

L'épineux choix de la date

C'est la première des batailles internes, qui déterminent toutes les autres. Après une première réunion de la « commission sur les conditions d'organisation du congrès », jeudi dernier rue de Solférino (le siège du PS), où il a été rappelé que le temps d'un congrès s'étalait sur quatre mois, le « premier secrétaire par intérim » Jean-Christophe Cambadélis a soumis à la discussion quatre scénarios. Soit en 2015 (« début juin », « fin juin », « octobre »), soit durant le « premier semestre 2016 ».

La majorité des opposants à l'orientation gouvernementale réclame, à voix différemment hautes, une organisation dès juin 2015, « pour que les militants tranchent nos débats au plus vite », dit Emmanuel Maurel, chef de file de l'aile gauche du PS. Si officiellement la réponse devrait être prise à la fin de ce mois et validée ensuite par un vote du conseil national, pour beaucoup, la décision sera prise in fine à Matignon et à l'Élysée. Et si Cambadélis dit sa préférence pour 2015, s'estimant sûr de gagner face à des

contestataires pas encore organisés ni rassemblés, les proches de Valls et Hollande affichent une nette préférence pour 2016.



À La Rochelle, en août 2012. © Reuters

« Mettre un congrès, et donc de la polyphonie, ou pire de la cacophonie, au milieu de deux élections qui risquent de mettre à nu le PS dans les territoires, ça n'a aucun sens ! » estime ainsi le sénateur Luc Carvounas, proche de Manuel Valls. Un cadre du courant hollandais (Répondre à gauche), plus optimiste, développe l'argument : « La mi-2015 est la période où on attend une reprise de l'emploi et un léger redémarrage de l'activité économique. Si, à ce moment, on assiste à une foire d'empoigne où on se dira qu'on a tout faux alors qu'on ne le saura pas encore, on s'empêche de conserver un nombre honnête de régions. » Ce responsable hollandais résume la position défendue à Solférino : « Début 2016 nous paraît plus sain pour faire le point. On pourra décider de l'orientation pour la campagne à venir du candidat. »

Un congrès avant les régionales risquerait en outre de compliquer la donne, aux dires de nombreux responsables PS de diverses obédiences, les investitures pouvant alors dépendre des résultats des motions respectives. Mais un congrès repoussé à 2016 présente également des inconvénients internes. En premier lieu celui de contredire les statuts, pourtant réformés en 2012 lors du dernier congrès de Toulouse, prévoyant la tenue d'un congrès à mi-quinquennat, « soit fin 2014 et subsidiairement en cas de difficultés matérielles, avant la fin du 1er semestre 2015 », écrit le premier fédéral de la Nièvre, Sylvain Mathieu. Celui-ci, qui avait été candidat contre Cambadélis en mars dernier (recueillant 32 % du conseil national), a même saisi la haute autorité du parti, pour tenter de faire respecter la loi interne.

Mais c'est surtout l'existence même du parti qui interroge en cas de congrès si lointain, tant les frictions et les grands écarts idéologiques

s'affirment au fil des jours. « Je ne vois pas comment le parti peut tenir un an sans congrès, soupire ainsi la députée Karine Berger, avec comme seule activité interne des investitures aux élections départementales et régionales. Comment se mettre d'accord sur des primaires sans clarifier avant notre ligne ? » Plus à gauche que cette ancienne proche de Pierre Moscovici, Emmanuel Maurel exprime ses craintes sans ambages : « Dans un an, les effectifs seront tellement réduits que l'incertitude n'en sera que plus grande. Le plus grave, ce ne seront pas les tensions, mais le délitement du parti après les nouvelles déroutées électorales, qui vont créer de la panique en interne. Le parti sera exsangue en 2016. »

Ceux-là et leurs courants, Cohérence socialiste et Maintenant la gauche, plaident pour un « congrès de ligne » et de clarification idéologique, redoutant qu'un calendrier trop tardif ne transforme l'exercice en « congrès d'investiture » du prochain candidat PS à la présidentielle en 2017, que ce soit François Hollande où un autre, vainqueur de futures primaires. Pour Christophe Borgel, secrétaire national aux élections et proche de Cambadélis, la situation est « tenable, pour peu qu'on reprenne un peu de hauteur politique, et qu'on arrête de s'écharper sur des mesures auxquelles les Français ne comprennent rien ». Pour le vallsiste Luc Carvounas, « ce congrès devra être un congrès d'orientation et pas de clarification politique, comme le dit l'aile gauche, un congrès utile pour celui qui représentera le parti à la prochaine présidentielle ».

Ils sont enfin nombreux à s'interroger sur les conditions de déroulement d'un congrès en 2016, après deux défaites électorales annoncées. « La base militante n'aura plus grand-chose à voir avec les derniers congrès qu'on a connus, explique un bon connaisseur du parti : on aura perdu l'influence des barons locaux et l'appareil des régions, le dernier qui reste au parti, les militants travaillant dans les collectivités territoriales et les cabinets ne seront peut-être plus adhérents mais chômeurs, les grosses fédérations qui faisaient l'élection auparavant auront toutes été mises sous tutelle, et leurs fichiers auront donc été nettoyés. » De quoi attiser les ambitions, face à la perspective d'un congrès plus ouvert que jamais.

Les stratégies s'ébauchent

Comme Karine Berger, ils sont plusieurs à estimer qu'« aujourd'hui, un congrès serait perdu par les soutiens de Valls et Hollande ». À l'inverse, Luc

Carvounas se dit « persuadé que la majorité de Toulouse reste majoritaire aujourd'hui ». Lors de ce congrès, organisé en octobre 2012, la « grosse motion » emmenée par Harlem Désir, portée par Jean-Marc Ayrault alors à Matignon et Martine Aubry, allant de Manuel Valls jusqu'à Benoît Hamon en passant par Arnaud Montebourg, l'avait emporté avec 70 % des suffrages militants.

Depuis, rares ont été les consultations militantes pouvant indiquer l'état des forces internes dans le parti. La seule ayant été organisée, la convention sur l'Europe en juin 2013, a viré au fiasco (lire ici). Quant au remplacement de Harlem Désir par Jean-Christophe Cambadélis au lendemain des municipales, il a pris les atours d'une révolution de palais façon AG de l'Unef à huis clos (lire ici), sans qu'aucun vote des adhérents ne vienne le confirmer.

Nombre de proches de Martine Aubry se sont distanciés de la direction du parti, que les proches de Benoît Hamon ont quittée avant même la démission de l'ex-ministre de l'éducation. Il y a dix jours, une réunion de « la majorité du PS », organisée un samedi à Paris, a rencontré un succès mitigé, aux dires de plusieurs participants. Le lendemain, un conseil national du parti à huis clos (comme toutes les réunions organisées depuis la promotion de Cambadélis) a lui aussi été peu garni.

Pour autant, Christophe Borgel reste confiant pour l'équipe dirigeante actuelle, assurant qu'ils étaient « plus de 800 » à la réunion de la majorité, et certifiant avoir à leurs côtés « deux tiers des premiers fédéraux » du PS. Aux yeux du lieutenant historique de « Camba », « les doutes ne font pas un renversement de congrès ». Dans l'entourage du premier secrétaire, on compte sur le positionnement central de Cambadélis, et son habileté à jouer l'équilibriste stratège, pour assurer la continuité de l'appareil. Et on pense pouvoir compter sur le désir de stabilité dans le parti, notamment de la part de l'exécutif au



Stéphane Le Foll et Manuel Valls à la montagne, jeudi 16 octobre 2014. © capture d'écran twitter

Dans le parti, vallsistes et hollandais font cause commune, même si les partisans du premier ministre ne sont pas organisés en courant, quand les seconds peuvent compter sur une structuration ancienne, bien que jamais vraiment aussi concrétisée qu’ont pu l’être les sensibilités strausskahnienne, fabiusienne ou de l’aile gauche. « Vallsistes et hollandais essaient de vivre ensemble, mais dès qu’il y a des positions de fond à prendre, ils s’éloignent », assure un secrétaire national.

Il en est ainsi de la tentation d’une “blairisation” du parti, exprimée par le premier ministre devant le conseil national (lire ici) et régulièrement réaffirmée depuis. Une modernisation dépassant « les vieilles lunes de la vieille gauche », semblable à celle imposée par Tony Blair au parti travailliste britannique, devenu avec lui “New Labour”, recentré idéologiquement, après une purge militante. « Ils n’en ont pas les moyens, explique le député Gwenegon Bui, proche d’Aubry. Blair avait fait le New Labour, puis avait pris le pouvoir. Là, Hollande a fait le discours du Bourget avant. Il est difficile dans ces conditions de faire le New Labour au pouvoir. » « Cette tentation n’existe ni chez les militants, ni chez les élus du parti », abonde un “hollandais”.

Virulent à l’encontre de Benoît Hamon, Stéphane Le Foll, chef de file du « courant Hollande » et ministre de l’agriculture, s’est toutefois démarqué de ses camarades vallsistes à l’égard de Martine Aubry. Dans Les Échos, mardi, il fait ainsi entendre une musique bien plus respectueuse et compréhensive que les sèches répliques de Manuel Valls et Emmanuel Macron. « Lever des tabous sans cesse, c’est pas notre truc, dit un élu fidèle du président. Il faut être conscient qu’il y a des équilibres à tenir, être cohérent par rapport à son camp et laisser le débat ouvert. »

Chez les hollandais, on ne semble pas si désireux de théâtraliser outre mesure les débats internes dans le parti. « Pour tout parti au pouvoir, il y a forcément une évolution de doctrine, estime la ministre Carole Delga, fidèle de Hollande. Mais les calculs sur le parti ne servent pas à grand-chose, la politique reste l’art de l’instant. »

Les oppositions cogitent, Hamon au centre du

Face à cet axe majoritaire, les stratégies s’ébauchent. Karine Berger et ses amis (la rapporteure du budget Valérie Rabault ou les députés Yann Galut et Alexis Bachelay, anciens

du courant NPS de Montebourg et Peillon au début des années 2000) n’excluent pas d’« aller à la motion », selon le jargon socialiste. « Car à l’heure actuelle, il n’y a personne au centre du parti, et on ne veut pas avoir à choisir entre deux blocs », dit Berger. Leur courant, Cohérence socialiste, demande une inflexion économique pas si éloignée de celle des députés contestataires et abstentionnistes, estimant que « le quinquennat s’est arrêté depuis le CICE, comme si c’était la fin de l’histoire ».

À la gauche du parti, on espère aussi un large rassemblement : « Nous, on veut s’unir contre une ligne libérale, explique Henri Emmanuelli. Si la ligne de Valls l’emporte, il n’y aura pas d’avenir, car il y aura une scission. » Un point de vue qui laisse sceptique Christophe Borgel, bras droit de Cambadélis, convaincu que « la désinvolture et la désunion passent mal aux yeux des militants et des sympathisants ». Et qui observe avec sérénité « le rassemblement d’une grande gauche alternative (qui) n’est pas encore là. Déjà que s’il existait, le congrès serait loin d’être joué, mais là... ».

Ce scepticisme, Emmanuel Maurel n’en a cure, persuadé que le refus du socialisme de l’offre est majoritaire chez les militants. De son côté, il continue à « structurer ceux qui sont en désaccord » et à « fédérer le reste de la gauche, sans s’interdire de parler avec Mélenchon ». Lui et ses camarades du courant Maintenant la gauche (qui s’était opposé à la grosse motion majoritaire en 2012, recueillant 13 % avant que Maurel n’obtienne 28 % face à Harlem Désir) espèrent que l’union se fera face à la direction sortante. Même s’ils n’en méconnaissent pas les obstacles : désintérêt de Montebourg pour les démarches internes, reproches faits à Hamon d’avoir délaissé l’aile gauche et permis à Valls de devenir premier ministre, et, surtout, divergences annoncées face au leadership de l’entreprise à vocation majoritaire. « La volonté unitaire doit pouvoir surpasser tout ça », espère Maurel.

Pour le député Pouria Amirshahi, « l’union la plus large possible doit primer, afin que nous ne nous laissions pas embarquer dans une “SFIOisation” du PS ». À ses yeux, le débat doit être simple : « Soit le parti accompagne la fuite en avant libérale du gouvernement, soit, dans une formule inédite, il s’inscrit dans une distance critique », et il préconise une « synthèse entre écologie, démocratie et socialisme, pour contrer un gouvernement qui ne se repose plus que sur la certitude de son autorité. »

VI) Emmanuelli: "la ligne" des sociaux-libéraux n'est "pas majoritaire au PS, "qu'ils se taisent"



Le député socialiste Henri Emmanuelli le 30 août 2014 à l'université d'été du PS à La Rochelle

Le député PS Henri Emmanuelli a estimé jeudi que la ligne défendue par les sociaux-libéraux, Manuel Valls en tête, n'était "pas majoritaire à gauche" ni au PS et leur demande de se taire et de "faire leur travail" et non de la "philosophie de bazar".

"J'ai lu l'interview du Premier ministre et je pense que le Premier ministre a mieux à faire que de la philosophie de bazar. Les arguments qu'il utilise sont des choses que j'entends depuis trente ans. Et je pense que le Premier ministre doit s'occuper du chômage, de la croissance, du pouvoir d'achat et non pas d'échéances futures", a déclaré M. Emmanuelli sur BFMTV.

Dans un entretien accordé à L'Obs, Manuel Valls appelle à en finir avec "la gauche passéiste". Il a également réitéré jeudi son idée d'une "maison commune des progressiste" sans exclure un changement de nom du PS.

"Je pense que la ligne que défendent les sociaux-libéraux dont Manuel Valls ou M. Le Guen, par exemple, n'est pas la ligne majoritaire de la gauche française et non plus celle du Parti socialiste. Ce tohu-bohu n'a pas lieu d'être et je leur demande solennellement de se taire. Qu'ils fassent leur travail et qu'ils se taisent", a également déclaré l'ancien président de l'Assemblée nationale.

"Je ne pense pas une minute que le problème du chômage est lié au code du travail. Il faut en finir avec ce fantasme de la droite française qui malheureusement est parfois relayé par des gens à gauche", a dit le député des Landes, prenant l'exemple du gouvernement Jospin qui avait fait baisser le chômage.

"En 1992, Michel Rocard m'a déjà expliqué que j'étais passéiste parce que, m'a-t-il dit à l'époque, dans une tribune - déjà - dans le Nouvel Observateur, je n'avais pas compris qu'il fallait laisser les Asiatiques fabriquer des toiles de parasol pendant que l'Europe fabriquerait des ordinateurs. Je n'aurais pas la cruauté aujourd'hui de leur demander, à tous ces messieurs modernistes: quelle est la marque des ordinateurs européens?", a lancé M. Emmanuelli.

"Ce genre d'arguments est ressassé par ce qu'on appelait avant la deuxième gauche, aujourd'hui les sociaux-libéraux. Mais il y a une différence entre la deuxième gauche d'hier et les sociaux-libéraux d'aujourd'hui, c'est que la deuxième gauche d'hier, elle était militante. Les sociaux-libéraux d'aujourd'hui, à part leur égo, il n'ont pas une vision qui va au-delà", a-t-il accusé.

VII) Front national, la mue du "parti du diable"

Marine Le Pen souhaite changer le nom du Front national à l'occasion du prochain congrès, en novembre à Lyon. La presse européenne revient sur un choix stratégique qui provoque la fureur de son père.



Marine Le Pen lors d'une conférence de presse au siège de son parti, le Front national, à Nanterre le 15 octobre -AFP/Stéphane De Sakutin

"A l'assaut de l'Élysée", titre le quotidien espagnol El País, qui estime que "Marine Le Pen tente de faire table rase du passé pour conquérir le pouvoir". En vue de la présidentielle de 2017, la présidente du Front national (FN) veut s'affranchir de la réputation antisémite et xénophobe du parti d'extrême droite.

"Tant pis si une souche de l'électorat FN nourrit encore ces sentiments [antisémites et xénophobes]. L'important est de tourner la page, ou tout au moins d'en donner l'impression", commente le journal italien La Repubblica. Dans la presse britannique, même analyse pour The Guardian : cette "rupture" serait un "moyen d'attirer de nouveaux membres, gênés par le passé antisémite et raciste du parti". Une consultation auprès des 75 000 adhérents du FN sera d'ailleurs organisée lors du congrès de novembre à Lyon. "Rassemblement bleu marine" était le nom utilisé sur les listes électorales, rappelle La Repubblica.

Chien et chat

Pour Jean-Marie Le Pen, il s'agit d'une

"trahison", "stupide, scandaleuse et indécente". Pourtant "même avant que le chat de race Bengale [appartenant à Marine] soit sauvagement massacré par le doberman de son père, [ils] se disputaient déjà comme chat et chien", se moque le quotidien britannique. La rupture était en effet déjà consommée. "Deux semaines après, la guerre des animaux de compagnie a forcé Marine Le Pen à déménager de la propriété familiale." Les "efforts entrepris par Marine Le Pen pour changer l'image du parti" ont été "sapés" analyse The Guardian. A ce propos, le quotidien italien La Repubblica rappelle dans de récentes déclarations éminemment polémiques comment le fondateur du "parti du diable" relativisait la collaboration de Vichy. Et le journal note que l'incompréhension de Jean-Marie Le Pen est totale : pourquoi devrait-on laver sa réputation ? "Nous ne sommes pas une marque de détergent", explique-t-il. Pour le "vieux fondateur", s'amuse enfin El País, qui regrette le manque de "substance" du nouveau FN, "les marques de whisky ou de cognac gardent soigneusement leur nom... depuis 1815".

Pourquoi la France est-elle malade, docteur ?

Hier grande puissance économique, la France est aujourd'hui un pays "sclérosé". Comment en est-on arrivé là ? Le quotidien conservateur The Daily Telegraph se penche sur les chiffres qui expliquent les difficultés françaises.



Qu'est-il donc arrivé à la France pour que, de moteur de l'économie mondiale, elle en soit aujourd'hui réduite à être décrite comme "sclérosée" par les experts, et même comme "malade" par son propre ministre des Finances ? s'interroge un journaliste du quotidien conservateur The Daily Telegraph. Pour tenter d'y voir plus clair, il se penche sur les chiffres du gouvernement français et du FMI, et dégage quelques pistes pour expliquer comment les choses ont soudain "mal tourné" dans la seconde économie d'Europe.

• Une croissance faible

"Sortie relativement indemne de la Grande Récession" de 2008, la France n'était pourtant pas si mal partie, observe le quotidien. Ainsi, en 2009, son activité économique n'avait chuté que de 3,1 %, soit "beaucoup moins qu'en Allemagne et dans la zone euro en général". Sauf que, depuis lors, la reprise demeure désespérément hors de vue : "Depuis 2008, elle n'est que de 0,3 % par an en moyenne", et avec "un dérisoire 1 %" de croissance, le FMI prédit à l'Hexagone la pire année 2015 des pays riches. Plus grave encore, "le PIB par habitant, indicateur du niveau de vie des Français, est loin derrière celui de ses homologues au sein de l'OCDE".

• Le handicap de la déflation

Mais comment espérer une reprise quand on a une aussi faible demande intérieure, et des voisins en tout aussi piteux état ? Non seulement la faible

demande empêche l'économie de repartir, mais en plus elle est à l'origine d'une autre plaie : la menace de la déflation. Les prix ont très peu augmenté en France, explique le journal britannique, et ça n'est pas une bonne nouvelle, car la faible inflation "accroît le poids de la dette, augmente les taux d'intérêts réels, et réduit les dépenses des ménages".

• Dépenses publiques élevées

C'est décidément cette absence de croissance qui est à l'origine de tous les maux de la France, observe le journaliste. "La France a longtemps été un pays très dépensier" et, d'après le FMI, c'est parce qu'elle a "accumulé les déficits depuis 1975, même dans les bonnes périodes, [...] que son gouvernement n'a pas pu maintenir la demande en 2012-2013, quand l'économie a ralenti".

Croissance atone et lourdes dépenses : voilà donc pourquoi la France se retrouve avec un déficit budgétaire de 4,4 % du PIB qui lui vaut "de sèches récriminations de l'Union européenne". Ses dépenses atteignent plus de 55 % du PIB en 2014 – soit 15 % de plus que la moyenne de l'OCDE –, tandis que sa dette, au-dessus des 60 % réglementaires de l'UE, a augmenté de 16 % depuis 2008. "La plupart des économies ont été réalisées en augmentant les impôts plutôt que par des réductions budgétaires", résume le Telegraph.

• Marché du travail

Vient enfin le quatrième symptôme : le chômage de masse, qui a atteint un record de 11 % en janvier 2014. C'est ce qui a poussé le ministre de l'Economie Emmanuel Macron à parler de la "maladie" de son pays et "l'agence Standard & Poor's à déclasser la France [en 2013] une seconde fois". Très alarmant, le chômage touche près de 25% des jeunes. "Un mal chronique qui s'expliquerait par les rigidités du marché du travail français (un salaire minimum relativement élevé, des lois du travail restrictives, des revenus et des taxes prohibitifs)". Il faudra attendre 2016, selon le FMI, pour espérer voir des améliorations notables du taux de chômage français.

A Suivre...
La Presse en Revue